

Discours d'orientation par Alan Doss, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations unies pour la République Démocratique du Congo à l'ouverture de la States at Regional Risk (SARR) Conference

«**La Région des Grands Lacs : Au-delà des réponses d'urgence**»

Bujumbura, Burundi : 4-5 juin 2009

Distingués collègues et amis,

Tout d'abord, laissez-moi exprimer mes remerciements et mon appréciation à l'*Emory University* et à l'Université du Burundi, ainsi qu'à la *Carnegie Corporation* et le *United States Institute of Peace* pour avoir eu la vision – voire le courage – d'organiser et financer cette Conférence.

En décembre dernier, lorsque les premiers avis ont été envoyés aux participants, le titre de cette conférence peut avoir donné à penser à certains d'entre vous qu'il s'agissait d'un vœu pieux, mais les événements ont pris quelques tournures très importantes depuis lors. Je voudrais passer en revue certains de ces événements, de même que leurs conséquences pour les réponses post-urgence. Je le fais cependant avec une ou deux notes de prudence : Premièrement, comme nous le savons tous, une semaine, c'est long en politique – en particulier en RDC. Ainsi, ce qui est un truisme aujourd'hui peut bien se révéler être une fausse prémisse demain. Et deuxièmement, je sais très bien que je suis en présence de beaucoup de chercheurs distingués de l'Afrique centrale qui ont passé des longues années à étudier, à faire des recherches et à écrire sur cette partie du monde. Mes connaissances sont beaucoup plus superficielles, fondées comme elles le sont sur mon expérience dans la direction d'opérations de développement et de paix au Congo. Cela me donne une place sur la première rangée dans le cinéma des événements mais pas nécessairement la profondeur et la clarté d'esprit pour apprécier et comprendre pleinement le drame qui se déroule.

Collègues et amis,

Lorsque les points proposés pour les présentes discussions avaient été conçus, Laurent Nkunda et le CNDP étaient aux prises avec les FARDC, ainsi qu'avec les Mayi-Mayi, les PARECO et d'autres groupes armés. Rien ne laissait présager une 'révolte de palais' au sein du CNDP. Il n'y avait aucun indice que des cadres supérieurs du CNDP allaient déclarer une fin à leur rébellion. Qui aurait pu deviner la volonté du CNDP d'intégrer leurs forces avec celles des FARDC et de devenir un parti politique ? Qui aurait pu imaginer le rapprochement entre Kinshasa et Kigali, rapprochement qui a déclenché l'opération conjointe contre les FDLR et le démantèlement du CNDP ? Et qui aurait pu s'imaginer les forces congolaises, ougandaises et soudanaises menant une opération conjointe contre la LRA ?

Voilà autant de décisions politiques courageuses qui ont apporté un profond changement dans la dynamique régionale. Certes, tout cela est empreint de beaucoup

d'incertitudes, mais il y a également un espoir palpable que la région se trouve à un tournant. A l'intérieur de la RDC, nous pouvons voir se dessiner les contours de solutions potentielles aux problèmes qui durent depuis des années. L'intégration des milices du CNDP, des Mayi-Mayi et des PARECO dans les rangs des FARDC est bel et bien en cours même si nous reconnaissons – comme l'expérience passée l'a vivement démontré – que ce processus présente encore beaucoup de difficultés. L'accord conclu le 23 mars dernier entre le Gouvernement congolais, le CNDP et d'autres groupes armés dans le Nord et Sud Kivu a ouvert la voie à la transformation de ces groupes en mouvements politiques, s'ils le souhaitent. Chose étonnante, il n'est pas exclu que le CNDP puisse rejoindre la coalition présidentielle. D'autres événements ont suivi : des discussions sont en cours à travers une commission tripartite pour préparer le retour des milliers de réfugiés du Rwanda. Dans certaines régions du Nord Kivu, les déplacés internes sont déjà en train de retourner dans leur foyer. La Loi d'amnistie qui a fait l'objet d'un accord à la conférence de Goma l'année passée a été adoptée par le Parlement. Les opérations des FARDC contre les FDLR se poursuivent. La reconstruction a commencé avec les routes et d'autres infrastructures essentielles.

Bien sûr, il serait extrêmement naïf de croire que tous les vieux antagonismes et sympathies ont été résolus en l'espace de quelques mois seulement. C'est la raison pour laquelle la MONUC a reçu du Conseil de Sécurité un mandat élargi pour soutenir et renforcer le processus de paix y compris, si nécessaire, à travers une action robuste ; et c'est pourquoi nous sommes en train de diriger la plupart de ses ressources de maintien de la paix vers l'Est du Congo.

Notre première priorité est la protection. Ce ne sera pas chose facile d'extirper les FDLR et d'autres groupes armés, et à moins qu'il y ait d'autres surprises, cela ne se produira pas du jour au lendemain. Ces opérations ne sont pas sans risque humanitaire. Nous faisons tout notre possible pour réduire au minimum ces risques par 'la protection préventive'. Ce qui signifie non seulement exercer des pressions militaires sur les FDLR, mais aussi aider l'armée congolaise à améliorer sa performance, y compris la conduite et la discipline de ses forces armées. Ceci vaut aussi pour d'autres opérations qui sont menées contre la LRA et les éléments des milices restants dans l'Ituri.

Mais reconnaissons également qu'il y a de grands risques pour les populations des Kivu si aucune solution n'est trouvée au problème des FDLR : le risque de tensions renouvelées entre la RDC et le Rwanda ; le risque de voir les FDLR reprendre le contrôle de vastes zones dans les Kivu et se muer en une mafia criminelle perpétuant les violences et l'impunité ; et le risque que les FDLR ne se fassent imiter par d'autres à la recherche de gains économiques et politiques.

Les forces de sécurité congolaises sont une partie essentielle de la solution. Sans une armée et une police efficaces et responsables, la sécurité et la stabilité de l'Etat seront toujours en danger.

Malheureusement, la récente absorption d'anciens adversaires sous le drapeau des

FARDC a révélé quelques anciennes déficiences. Le gouvernement ne s'acquitte pas encore adéquatement de son obligation de payer et approvisionner ses forces armées. Il n'y a pas de casernes pour les dizaines de milliers de troupes actuellement stationnées dans les Kivu. Trop souvent, nous entendons parler des troupes des FARDC abusant de leur pouvoir en toute impunité. Si l'armée doit neutraliser les FDLR (ou tout autre groupe armé d'ailleurs) et maintenir la stabilité, elle aura besoin de l'appui et de la coopération de la population dans son ensemble.

Dans le cadre de l'effort pour améliorer la performance de l'armée congolaise, la MONUC fournit des vivres et d'autres formes de soutien aux troupes des FARDC lorsque celles-ci sont en formation ou engagées dans les opérations conjointes contre les FDLR et d'autres groupes armés. Cet appui n'est pas un chèque en blanc, et nous n'aiderons pas des commandants ou des unités qui commettent de graves infractions. Notre message est simple : pour que le Congo gagne la bataille pour la paix et la stabilité, l'armée et la police doivent respecter des droits de l'Homme et gagner la confiance de ceux qu'elles sont censées protéger. Ceci signifie mettre fin à l'impunité au sein des forces de sécurité et écarter progressivement ceux de leurs éléments qui ont constamment abusé du pouvoir. Ceci prendra du temps, mais je peux dire que nous avons dernièrement noté une nouvelle ouverture d'esprit de la part du gouvernement pour reconnaître le problème et le traiter.

A la lumière de l'expérience, la MONUC a repensé ses stratégies et a reconfiguré sa présence dans les Kivu. L'année dernière, nous essayions d'appuyer le cessez-le-feu et de faire pression pour le désengagement des FARDC et d'une multitude d'adversaires armés. Aujourd'hui, la priorité est l'intégration de ces anciens adversaires et la protection des civils contre des attaques menées en guise de représailles, et contre les feux croisés des combats.

Ceci exige un haut degré de mobilité et une capacité de réaction rapide qui n'est pas habituelle pour le maintien de la paix traditionnel. Nous avons multiplié nos bases opérationnelles dans le Nord et Sud Kivu et dans certaines parties de la Province Orientale, et nous avons intensifié nos patrouilles et escortes pour l'assistance humanitaire. Nous avons également renforcé la coopération entre les composantes civile et militaire de la MONUC en déployant des équipes pluridisciplinaires conjointes de protection dans les zones les plus sensibles et les plus vulnérables. L'échange d'informations avec les populations civiles nous a permis d'approfondir notre compréhension de la dynamique locale et de renforcer notre capacité de prévention et de réponse, à la fois sur le plan militaire et humanitaire. Mais étant donné les complexités du terrain et la dispersion géographique actuelle des FDLR et de la LRA, il y a encore beaucoup plus à faire.

Distingués collègues et amis

La MONUC restera très probablement la plus grande opération de maintien de la paix de l'ONU tout au long de 2009. Néanmoins, je crois que nous pouvons maintenant envisager une réduction prudente d'un engagement de 10 ans pour le maintien de la

paix de l'ONU en RDC.

Le Conseil de sécurité nous a demandé de concentrer nos activités opérationnelles dans l'Est. En fait, 95 % de nos Caques bleus et une partie croissante de nos ressources civiles sont déjà concentrés dans l'Est. Nous sommes déjà entrain de planifier le transfert, partout où c'est faisable, de nos activités civiles aux partenaires provinciaux et onusiens dans la partie occidentale du pays.

Dans l'Est, nous continuerons à nous concentrer sur la protection des civils ; sur l'intégration de celles des forces qui souhaitent servir dans l'armée nationale et sur la démobilisation de celles désireuses de retourner à la vie civile. Nous continuerons de faciliter le retour des personnes déplacées internes et des réfugiés, et de soutenir la réconciliation communautaire et l'extension de l'autorité de l'État. Nous espérons qu'avec les ressources additionnelles de maintien de la paix promises par le Conseil de sécurité, nous pourrons renforcer les FARDC suffisamment pour empêcher les groupes armés de réoccuper les territoires auparavant sous leur contrôle.

Il n'y a actuellement aucune menace sécuritaire sérieuse de la part des groupes armés dans l'Ouest. Mais il y a beaucoup d'autres défis complexes. Ceux-ci comprennent les réformes nécessaires pour améliorer la gouvernance et pour augmenter l'accès des populations aux services publics, sachant que dans certaines provinces de l'Ouest, les indicateurs sociaux sont aussi mauvais, si pas pire, que dans les Kivu.

La capacité des gouvernements provinciaux est faible, et il est peu probable que la décentralisation prévue respecte le délai constitutionnel fixé à 2010. La réforme du secteur de la sécurité est encore à l'état embryonnaire. Le Président Kabila lui-même a fustigé la corruption rampante dans plusieurs services publics. Malheureusement, la crise économique mondiale a intensifié les pressions sur la RDC et le Gouvernement doit encore atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE afin de bénéficier d'un rééchelonnement de sa dette auprès du FMI.

Certains de ces défis font partie de notre mandat, mais la plupart d'entre eux exigent un engagement à long terme du gouvernement et de ses partenaires internationaux, dépassant la durée de vie prévue pour la MONUC.

Collègues et amis,

Le thème central de notre conversation aujourd'hui est plein d'espoir. Espoir d'un avenir paisible et prospère pour la région portant la RDC et ses voisins « Au-delà des Réponses d'Urgence ». C'est une attente raisonnable ; mais sans un niveau-seuil de l'autorité de l'Etat et de l'Etat de droit en RDC, et dans la région environnante, la perspective de réponses d'urgence récurrentes va continuer à planer sur les Grands Lacs. Tout le monde a intérêt à ce que cela ne se produise pas.

Si nous devons parvenir à dépasser les réponses d'urgence, la communauté internationale doit aider la RDC à bâtir des institutions d'Etat crédibles et capables de sauvegarder les ressources du pays ainsi que les droits et les intérêts de son peuple.

Surtout, nous devons travailler avec le Congo et ses voisins pour aider à prévenir et à résoudre les conflits d'origine interne ou transfrontalière.

Cette tâche est particulièrement compliquée dans les Kivu, où les violences entre les communautés et en leur sein ont été une tragédie récurrente. Une partie essentielle de cette tâche est de comprendre et résoudre cette dynamique de violence. Mais je me rappelle constamment combien intraitables et profondément enracinées sont les causes sous-jacentes de cette violence ; certaines d'entre elles – telle que la compétition pour les droits à la terre – remontent à plusieurs décennies.

Rompre ce cycle récurrent de violence ne sera pas facile. Il n'y a pas de solutions rapides ou de réponses instantanées. Une partie de la réponse résidera dans des mécanismes basés localement et capables de promouvoir le dialogue et la réconciliation parmi les communautés qui vivent dans un espace géographique commun. Une autre partie de la solution résultera de l'extension de l'autorité de l'Etat, qui doit maintenir et faire respecter l'Etat de droit, les droits de l'Homme, et en particulier la protection des femmes et filles contre les violences sexuelles. Une partie encore doit provenir de la fin de l'exploitation illégale des ressources naturelles à travers une régulation fondée sur des mesures incitatives ainsi qu'à travers une coopération internationale pour faire appliquer cette régulation. Une partie de la solution dépendra d'une régénération et croissance économique. Mais la coopération économique ne peut être imposée ; elle doit être cultivée sur la base d'accords mutuellement acceptables et bénéfiques entre les communautés et les Etats des Grands Lacs. Et une partie vitale de la réponse réside dans la création urgente d'emplois pour les jeunes gens afin de réduire l'attrait des groupes armés qui prospèrent en temps de chaos et d'effondrement.

Par-dessus tout autre chose, cependant, les gouvernements et les peuples de la région doivent s'unir pour mettre les troubles hors d'activité et empêcher que la violence ne se répande au-delà des frontières. Pour réaliser cela, nous devons tous travailler pour renforcer et revitaliser les institutions régionales comme celles représentées ici aujourd'hui, afin d'aider à maintenir la région sous contrôle et ses intérêts en équilibre. La Résolution 1865 du Conseil de Sécurité, qui a prorogé le mandat de la MONUC en décembre dernier, a été très claire sur ce point : la MONUC seule ne va pas résoudre les problèmes de l'Est du Congo.

Ainsi, il semble approprié que je finisse ces propos en lançant ce ballon dans votre camp – le camp régional - avec mes félicitations à tous ceux qui ont contribué à la paix et à maintenir le cap. Nous avons vu au Congo en particulier, comment l'engagement régional est essentiel au progrès. Nous l'avons vu dans le rôle des anciens Présidents Mkapa et Obasanjo. Nous l'avons vu dans la solidarité de l'Union Africaine. Nous l'avons vu dans la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs qui a son secrétariat exécutif dans cette ville. Nous l'avons également vu dans la revitalisation de la Communauté économique des Grands Lacs offrant une autre voie pour des réponses d'urgence à la coopération régionale et la croissance économique. Cet engagement est également visible dans l'Initiative Régionale contre l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles.

Collègues et amis,

L'histoire jette une ombre longue que nous ne pouvons pas ignorer. Mais nous pouvons, avec de la bonne volonté, de l'honnêteté, du réalisme et de la détermination, surmonter son héritage souvent peu reluisant. C'est là notre défi commun, notre responsabilité commune : et ceci doit être notre effort commun.

Je vous remercie